

## Le démantèlement de l'État-providence au Québec: mythe ou réalité? (Annexe)

### Source des données pour les dépenses de programmes

- Dépenses de programmes: Conseil du Trésor du Québec, *Budget de dépenses 2002-2003*, volume IV, annexe A. [www.tresor.gouv.qc.ca/budget/pdf2002/00\\_volume4\\_francais\\_complet.pdf](http://www.tresor.gouv.qc.ca/budget/pdf2002/00_volume4_francais_complet.pdf). Ces dépenses, selon la structure budgétaire de 2002-2003, sont sur une base comparable et incluent un redressement dans les années antérieures des dépenses relatives à la politique familiale. Cette dernière a eu pour effet de remplacer graduellement certaines mesures qui étaient auparavant comptabilisées en déductions de revenu.
- Dépenses en dollars constants de 1992, calculées en utilisant l'indice des prix à la consommation pour le Québec (IPC): données disponibles dans la base CANSIM de Statistique Canada, tableau 326-0002, 1992=100.
- Dépenses par habitant: données sur la population du Québec de CANSIM, tableau 051-0001, population au 1er juillet, soit le 2ème trimestre de l'année fiscale.
- Les chiffres pour 2002-2003 sont basés sur des prévisions du Conseil du Trésor du Québec (présentes dans le budget de dépenses 2002-2003), d'un taux d'inflation de 1,1% et d'un taux de croissance de la population de 0,3%.
- Données sur le PIB du Québec: CANSIM, tableau 384-0002 pour 1988 à 2001. Pour 2002-2003, les chiffres proviennent de calculs de l'auteur basés sur des prévisions du Conseil du Trésor du Québec (présentes dans le budget de dépenses 2002-2003) d'un taux de croissance du PIB nominal de 1,9%.
- Données sur la part des dépenses publiques totales (tous les paliers de gouvernement) dans le PIB: Conseil du Trésor, *Budget de dépenses 2002-2003*, volume 4, chapitre 10.

### Deux exemples pour illustrer que les dépenses budgétaires réalisées dépassent en général les prévisions budgétaires:

1. Dans le budget de dépenses de 1999-2000, les dépenses de programmes sont estimées à 36,238 milliards de dollars ([www.tresor.gouv.qc.ca/politq/bud99a.htm](http://www.tresor.gouv.qc.ca/politq/bud99a.htm)); dans le budget de 2002-2003, les dépenses de programmes réelles rapportées pour 1999-2000 sont de 38,731 milliards de dollars.

2. Dans le budget de dépenses de 1998-1999, les dépenses de programmes sont estimées à 35,444 milliards de dollars ([www.tresor.gouv.qc.ca/politq/bud98a.htm](http://www.tresor.gouv.qc.ca/politq/bud98a.htm)); dans le budget de 2002-2003, les dépenses de programme réelles rapportées pour 1998-99 sont de 38,039 milliards de dollars.

**Ventilation des dépenses de programmes selon les principales catégories Santé et Services sociaux, Éducation, Emploi et Solidarité sociale, Famille, Enfance et Condition féminine + données supplémentaires sur le PIB et les dépenses de programmes en pourcentage du PIB**

	Dépenses de programmes (millions de \$)	Santé et services sociaux	Éducation	Emploi et solidarité sociale	Famille, enfance et condition féminine	Total (4 postes)	PIB (millions de \$)	Dépenses de programmes / PIB (%)
1988-89	28061	9517	8684	2513	635	21349	141617	19,80
1989-90	29267	10300	8468	2555	734	22057	149188	19,62
1990-91	32142	11312	9430	2599	848	24189	154162	20,85
1991-92	34712	12342	9970	3200	906	26418	156045	22,24
1992-93	36275	12698	10361	3613	981	27653	159296	22,77
1993-94	36268	12943	10154	3886	1046	28029	163196	22,22
1994-95	36977	13070	10446	4007	1076	28599	171387	21,58
1995-96	36776	13037	10453	4021	1108	28619	178346	20,62
1996-97	35327	12861	10040	3956	1110	27967	181560	19,46
1997-98	35580	12922	9449	3779	1323	27473	189524	18,77
1998-99	38039	14596	9580	4158	1514	29848	197705	19,24
1999-00	38731	14828	9825	4064	1541	30258	209490	18,49
2000-01	40874	16098	10130	4095	1562	31885	223481	18,29
2001-02	42247	17110	10540	4056	1704	33410	228516	18,49
2002-03	43223	17451	11144	3968	1859	34422	232858	18,56

Source: Conseil du Trésor du Québec, Budget de dépenses 2002-2003, volume IV, annexe C; CANSIM.

**Source des données pour les dépenses sociales par personne**

Les dépenses sociales calculées par Hervé Gauthier de l'Institut de la Statistique du Québec sont l'ensemble des dépenses provinciales et fédérales incluant l'éducation, l'aide aux familles, l'aide sociale, l'aide à l'emploi, l'assurance-chômage, la santé et sécurité au travail, la santé et services sociaux et les pensions et rentes publiques.

**Estimation de la croissance des dépenses sociales réelles par personne entre 1998 et 2001**

	1998-1999 (milliards de \$)	2000-2001 (milliards de \$)
Éducation	9,58 (-0,89)	10,13 (-0,95)
Famille, Enfance et Condition féminine	1,514 (-0,1)	1,56 (-0,1)
Emploi et Solidarité sociale	4,158 (-0,1)	4,09 (-0,14)
Prestation fiscale canadienne pour enfants	1,349	1,611
Allocations spéciales pour enfants	0,18	0,27
CSST	1,76	2,19
Santé et Services sociaux	14,596 (-2)	16,09 (-2,56)
Sécurité de la vieillesse et régime de pensions du Canada et de rentes du Québec	11,66 (6,06+5,6)	12,567 (6,48+6,087)
Allocations d'assurance emploi	3,64	3,47
<b>Total</b>	<b>45,38</b>	<b>48,24</b>
Population (millions)	7,324	7,378
Dépenses sociales par personne (dollars)	6196	6539
IPC (1998=100)	100	103,96
Dépenses sociales par personne réelles (\$ constants de 1998)	6196	6290
Taux de croissance des dépenses sociales réelles par personne (1998-2001)	n.d.	1,53%
<b>Dépenses réelles par personne dans Hervé Gauthier et calculs de l'auteur pour 2001</b>	<b>6272</b>	<b>6272 X 1,0153 = 6368</b>

**Note sur le tableau:** Les chiffres entre parenthèses pour les postes Éducation, Santé et Service sociaux, Famille, Enfance, et Emploi et Solidarité sociale, représentent les dépenses de fonctionnement qui sont exclues du calcul parce qu'elles ne représentent pas une dépense sociale. Ces chiffres proviennent des comptes publics du ministère des Finances du Québec.

Nous arrivons à un chiffre légèrement différent de celui de Hervé Gauthier quant au total des dépenses sociales et par conséquent les dépenses sociales réelles par habitant (6 196\$ versus 6272 \$). Cette différence provient surtout de ce que dans certains cas l'auteur a utilisé des agrégations à partir de données par groupe d'âge, plutôt que des données agrégées pour l'ensemble de la population, puisque l'objectif de son étude est de comparer l'évolution des dépenses par groupe d'âge. Aussi, les données budgétaires que nous utilisons qui sont plus récentes que celles utilisées dans son étude ont pu faire l'objet de révisions de la part du gouvernement.

De même, dans certains cas, les missions des ministères ont changé. Par exemple, le ministère Famille, Enfance et Condition féminine s'appelait auparavant seulement Famille et Enfance, et le ministère Emploi et Solidarité sociale contenait le poste de la Condition féminine. Cependant comme nous prenons uniquement la somme, cela ne devrait pas faire de différence.

Le chiffre de 6368 \$ dans le texte est obtenu en appliquant au montant calculé par l'auteur pour 1998 (6272 \$) le taux de croissance de 1,53% que nous avons observé entre 1998 et 2001.

- Source pour les dépenses budgétaires en matière de santé et services sociaux, en matière de politique familiale, en éducation et en emploi et solidarité sociale: Conseil du Trésor du Québec, budget 2002-2003, volume IV, annexe C ([www.tresor.gouv.qc.ca/budget/pdf2002/00\\_volume4\\_francais\\_complet.pdf](http://www.tresor.gouv.qc.ca/budget/pdf2002/00_volume4_francais_complet.pdf)).
- Source de données pour les paiements versés aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse par le gouvernement fédéral au Québec et les prestations d'assurance emploi: Comptes publics du Canada 1998-1999, volume I, tableau 3.8 ([http://collection.nlc-bnc.ca/100/201/301/comptes\\_publics\\_can/1999/v1pa99f.pdf](http://collection.nlc-bnc.ca/100/201/301/comptes_publics_can/1999/v1pa99f.pdf)) et Comptes publics du Canada 2000-2001, volume I, tableau 3.8 ([http://collection.nlc-bnc.ca/100/201/301/comptes\\_publics\\_can/2000/v1pa00-f.pdf](http://collection.nlc-bnc.ca/100/201/301/comptes_publics_can/2000/v1pa00-f.pdf))
- Source pour les paiements de la Régie des Rentes du Québec: Institut de la statistique du Québec, comptes économiques des revenus et des dépenses, tableau 32 (<http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/economi/pdf/coannu01.pdf>).
- Source pour les paiements de la CSST: Rapport d'activité 1998 et Rapport d'activité 2001.
- Source pour les paiements fédéraux de la Prestation fiscale canadienne pour enfants: tableaux envoyés par l'Agence des douanes et du revenu du Canada.
- Source pour les allocations spéciales pour enfants: Comptes publics du Canada 1998-1999, paiements de transferts [http://collection.nlc-bnc.ca/100/201/301/comptes\\_publics\\_can/1999/tran99f.pdf](http://collection.nlc-bnc.ca/100/201/301/comptes_publics_can/1999/tran99f.pdf).
- Source pour la part de l'emploi dans le secteur public par rapport à l'emploi total (les employés du secteur public sont les personnes qui travaillent pour une administration municipale, provinciale ou fédérale, un organisme ou un service public, une société d'État ou encore un établissement public propriété de l'État, comme une école ou un hôpital): <http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/comparat/gouvpiib.html>.

## Source des données pour les dépenses publiques en santé

Site Web de l'Institut canadien d'information sur la santé (Section « Dépenses de santé - Macro-dépenses »):

[http://secure.cihi.ca/cihiweb/dispPage.jsp?cw\\_page=statistics\\_results\\_topic\\_macrospend\\_f](http://secure.cihi.ca/cihiweb/dispPage.jsp?cw_page=statistics_results_topic_macrospend_f).

Les données de l'ICIS comprennent les dépenses provinciales et les transferts fédéraux en matière de santé et programmes sociaux, puisque ce sont les provinces qui ont la responsabilité de ces dépenses, de même que les transferts provinciaux aux administrations municipales. Pour les données en termes réels et per capita, les statistiques sur la population et l'IPC mentionnées plus haut pour les calculs du tableau 1 ont été utilisés.

**Note:** Les budgets provinciaux offrent une autre source de données pour les dépenses en santé au Québec. Les données ne sont pas directement comparables. De plus le portefeuille Santé et Services sociaux comprend des postes qui ne sont pas directement reliés à la santé tels que la promotion du loisir et de l'action bénévole, du sport et de la sécurité. Ces postes ne sont vraisemblablement pas inclus dans les dépenses en santé comptabilisées par l'ICIS. Cependant, à toute fin pratique, la conclusion est identique lorsqu'on considère les deux sources de données comme dans le tableau ci-dessous. D'après les données budgétaires, les dépenses ont diminué de 209 millions de dollars entre 1994 et 1997, soit de 1,6%, et ont augmenté par la suite de 34,7% entre 1997 et 2002.

### Dépenses publiques en santé

	Santé et services sociaux (Conseil du Trésor)	Dépenses publiques en santé (ICIS)
	milliards de dollars	
<b>1988</b>	9,517	9,428
<b>1989</b>	10,300	10,109
<b>1990</b>	11,312	10,814
<b>1991</b>	12,342	11,800
<b>1992</b>	12,698	12,129
<b>1993</b>	12,943	12,441
<b>1994</b>	13,070	12,655
<b>1995</b>	13,037	12,689
<b>1996</b>	12,861	12,235
<b>1997</b>	12,922	12,783
<b>1998</b>	14,596	13,889
<b>1999</b>	14,828	14,411
<b>2000</b>	16,098	15,364
<b>2001</b>	17,110	16,196
<b>2002</b>	17,451	n.d.
<b>Taux de croissance 1991-2001</b>	<b>38,6%</b>	<b>37,2%</b>